Directives pratiques concernant dix relations importantes du Supérieur local

Guide pratique du Supérieur local
VINCENTIANA (2003), pp. 195-256

Avec le Visiteur et son Conseil

41. Une collaboration harmonieuse et une bonne communication entre le Supérieur local et le Visiteur et son Conseil sont essentielles, tant dans l'animation de la maison que dans l'implantation du Projet provincial (cf. C 123 § 2).

42. Le Supérieur local a le devoir d'informer le Visiteur de l'état de la maison qui lui est confiée (S 78, 1^o). L'information peut se faire de façon informelle, en communiquant régulièrement, et plus formellement durant les visites. Il est recommandé de la faire également par écrit (ex. une fois l'an).

43. Nos Constitutions invitent le Visiteur à se rendre fréquemment dans les maisons et elles l'obligent à les visiter au moins tous les deux ans (C 125, 6^o). Le Supérieur local doit faciliter de telles visites, officielles et non officielles, et informer les confrères de la maison qu'ils auront l'occasion de s'entretenir avec le Visiteur. Saint Vincent valorisait grandement de telles rencontres. Il écrit : « Bref, il se peut dire que les visites bien et exactement faites font ce que fait le soleil, c'est d'éclairer... Et comme le soleil répand ses influences sur toutes les créatures, il se peut dire aussi que la visite profite à toute la famille visitée » (SV II, 616)

Avec la communauté locale « ad instar Consilii » (S 79 § 3) ou avec le Conseil de la maison (s'il en existe un)

44. Nos Constitutions et Statuts prévoient deux situations différentes :

- a. *Les maisons où il n'y a pas de Conseil.* C'est la situation habituelle prévue par les Constitutions et Statuts, en particulier dans les maisons où les confrères ne sont pas nombreux ; il n'y a donc pas un Conseil de maison formel. Plutôt, le Supérieur local rencontre souvent tous les membres de la maison « ad instar Consilii » (S 79, § 3).
- b. *Les maisons où le Visiteur, avec le consentement de son Conseil, juge nécessaire de constituer un Conseil de maison* (C 134, § 2). Diverses raisons peuvent mener le Visiteur et son Conseil à cette conclusion, ex. le nombre de confrères dans la maison, l'absence fréquente de ses membres pour le bien de la mission, la nature spécifique de la maison (une maison de formation initiale, une maison pour les malades, etc.). Dans de tels cas, les conseillers qui aident le Supérieur local dans l'animation, le gouvernement et l'administration de la maison sont désignés selon les Normes Provinciales. La pratique varie dans les provinces : les conseillers sont parfois nommés par le Supérieur local, parfois élus par les confrères de la maison, parfois nommés par le Visiteur.

45. Quel que soit le cas, le Supérieur local dialoguera avec tous les membres de la maison ou avec les membres du Conseil de maison concernant toutes les questions importantes reliées à la vie et la mission de la communauté et il doit prendre ses décisions à la lumière des

réflexions offertes. Certaines questions, (ex. comme les dépenses) requièrent le consentement formel du Conseil de maison, selon le type de Conseil décrit plus haut dans a ou b.

46. Le Supérieur local doit bien préparer ses Conseils. Un ordre du jour écrit doit être remis à tous les membres de la maison au moins une journée d'avance, avec toute la documentation requise, afin que les confrères puissent se préparer pour la réunion. Au cours de la rencontre, tous doivent avoir l'occasion de parler et tous doivent bien écouter, surtout le Supérieur.

47. La prise de décision finale revient au Supérieur local, après avoir écouté les confrères. Un Supérieur avisé verra autant que possible à incorporer dans la décision finale les idées qui ressortent de la discussion.

48. Une communauté locale ne peut imposer sa volonté sur le Supérieur ou le forcer à agir contre son gré, cependant le Canon 127, § 2, 2^o donne un sage conseil, notamment que le Supérieur ne doit pas voter contre son Conseil, surtout s'il est unanime, à moins d'une raison prépondérante.

49. Parfois, lorsqu'on n'arrive pas à un consensus en discutant de questions importantes, il vaut mieux, à moins d'une urgence, reporter la discussion à une prochaine réunion du Conseil.

50. Après les réunions du Conseil de maison, les procès-verbaux contenant toutes les décisions importantes doivent être remis aux membres de la communauté locale, afin qu'ils puissent conserver un rapport écrit de ce qui a été décidé. En plus de sauvegarder les décisions prises, ce sera très utile pour faire circuler l'information, surtout lorsque les membres de la maison sont absents des réunions.

51. Dans sa lettre du 21 novembre 1642, saint Vincent dira à l'impétueux Bernard Codoing : «... J'ai toujours reconnu ce défaut en nous deux, de suivre facilement et de nous attacher parfois trop fortement à nos nouvelles imaginations. C'est ce qui a fait que je me suis imposé le joug de ne rien faire de notable sans conseil ; à quoi Dieu me donne tous les jours de nouvelles lumières de l'importance d'en user de la sorte et plus de dévotion de ne rien faire que comme cela » (SV II, 313).

Avec l'Assemblée domestique

52. L'Assemblée domestique est distincte du Conseil de maison. C'est une réunion formelle tenue en préparation de l'Assemblée provinciale. Nos Constitutions la décrivent comme suit (C 147) :

- l'Assemblée domestique est convoquée et tenue par le Supérieur de la maison, ou par l'assistant qui le remplace dans la totalité de sa charge. Cette Assemblée a pour objet de préparer l'Assemblée provinciale ;
- doivent être convoqués à l'Assemblée domestique tous ceux qui ont voix active ;
- il appartient à l'Assemblée domestique d'étudier les propositions que la maison voudrait soumettre à l'Assemblée provinciale, ainsi que les sujets à débattre proposés par la Commission préparatoire à l'Assemblée provinciale ; elle délibère sur ces diverses propositions.

53. Comme les autres réunions des membres de la maison, cette Assemblée doit être bien préparée, avec un ordre du jour écrit remis (ou envoyé aux confrères rattachés à la maison qui vivent à l'extérieur) dans un laps de temps raisonnable avant la réunion, pour permettre à tous les confrères (incluant ceux rattachés à la maison) de lire et de réfléchir sur tous les documents envoyés par la Commission préparatoire et de formuler des propositions à l'Assemblée provinciale.

54. Il sera souvent nécessaire de prévoir plusieurs réunions de l'Assemblée domestique pour étudier convenablement les documents préparatoires.

55. Un membre de la maison sera choisi comme secrétaire. Les procès-verbaux de l'Assemblée domestique seront soigneusement écrits et approuvés par les membres de l'Assemblée elle-même. Ils doivent ensuite être transmis à la Commission préparatoire.

Avec l'Assistant du Supérieur

56. L'Assistant aide le Supérieur local dans l'animation, l'administration et le fonctionnement harmonieux de la maison (S 79 § 1).

57. En l'absence du Supérieur local, l'assistant prend la relève et exerce toute la charge de celui-ci, conformément aux normes établies par notre Droit particulier et celui de l'Église (S 79, § 2).

58. L'Assistant est nommé conformément aux Normes Provinciales (S 79, § 1). La pratique varie dans les différentes provinces : parfois il est nommé par le Supérieur local, parfois il est élu par la communauté locale, parfois il est nommé par le Visiteur. La durée de son office dépend également des Normes Provinciales.

59. Une relation harmonieuse et une bonne communication entre le Supérieur local et l'Assistant sont des plus importantes pour l'esprit de la maison locale. En 1656, saint Vincent soulignait à Antoine Durand l'importance de l'Assistant : « Ne résolvez rien pour les affaires, tant peu qu'elles soient considérables, sans prendre leurs avis, particulièrement de votre assistant » (SV VI, 66).

Avec l'Économe local

60. L'Économe local administre les biens de la maison sous la direction et la vigilance du Supérieur local et de son Conseil (S 102). Il est nommé conformément aux Normes Provinciales (S 79, § 1). La pratique varie dans les différentes provinces : il est parfois nommé par le Supérieur local, parfois élu par la communauté locale, parfois nommé par le Visiteur. La durée de son office dépend également des Normes Provinciales.

61. Nos Constitutions offrent un nombre important de principes qui incitent les Supérieurs locaux et les Économes à y réfléchir fréquemment. Parmi celles-ci (C 154) :

- Les administrateurs se souviendront qu'ils ne sont que les gérants des biens de la communauté. Ils n'emploieront donc ces biens que d'une manière compatible avec notre état de missionnaires, et ils agiront toujours en conformité avec les lois civiles justes et selon les normes et l'esprit de la Congrégation.

- Les administrateurs pourvoient volontiers aux besoins des confrères en tout ce qui concerne leur vie, leur office particulier et leur activité apostolique. Une telle façon d'employer les biens ne peut qu'encourager les confrères à agir pour le bien des pauvres et à mener eux-mêmes une vie authentiquement fraternelle.
- De plus, ces mêmes administrateurs se montreront équitables dans la distribution des biens, puisqu'ils doivent encourager l'esprit communautaire dans la vie entre confrères. Ils pourvoient aux besoins individuels de ceux-ci selon les Normes établies par l'Assemblée provinciale.

62. L'Économe doit communiquer avec le Supérieur local et les confrères de la maison par rapport à toutes les questions affectant l'administration des biens de la communauté. Nos Constitutions stipulent (C 134, § 1) : « L'Économe, sous le contrôle du Supérieur, et en dialogue attentif avec les confrères, gère les biens de la maison conformément au Droit général et au Droit particulier de la Congrégation et de la Province. »

63. Avant le début de l'année fiscale, l'Économe local présentera le budget de l'année à la communauté locale pour en discuter et pour le soumettre à l'approbation du Supérieur local et de son Conseil. À la fin de l'année fiscale, il présentera à l'examen de la communauté locale et à l'approbation du Supérieur local et de son Conseil un rapport des recettes et des dépenses.

64. L'Économe doit présenter au Supérieur local un rapport mensuel des recettes et des dépenses de la maison et un état du patrimoine. Le Supérieur apposera sa signature sur le rapport et le compte rendu après les avoir examinés et approuvés. L'Économe doit aussi informer les membres de la communauté locale relativement à l'administration des biens de la maison (S 103, § 1) ; ceci peut très bien se faire lors des réunions de la maison.

65. Il veillera particulièrement à se conformer aux lois concernant le travail, le salaire équitable, l'assurance, la sécurité sociale pour les personnes employées dans les maisons et les œuvres de la Congrégation (S 107, § 1).

66. Avec le Supérieur local, il s'assurera que les obligations liées aux honoraires de messes sont remplies et que les dons sont utilisés conformément à l'intention du donateur.

67. Si on confie aux membres d'une maison locale l'administration d'œuvres particulières, ils verront à soumettre un rapport des recettes et des dépenses et de l'état du patrimoine au Supérieur approprié, soit le Supérieur local soit le Visiteur, selon le cas (cf. S 103, § 3 et § 4).

68. À propos de l'administration des biens de leurs maisons, saint Vincent donnait de sages conseils aux Supérieurs locaux et aux Économés. Des extraits sont inclus à l'Appendice (cf. N^o 1, 2, 5).

Avec les membres des maisons

69. Saint Vincent nous appelle à vivre ensemble comme des frères qui s'aiment profondément (CR VIII, 2). En même temps que le Supérieur local s'efforce d'animer une communauté dont les membres s'engagent dans des projets apostoliques communs, vivent ensemble joyeusement, prient ensemble fidèlement, partagent les biens et les loisirs (C 25), il doit veiller au progrès personnel et à l'activité de chaque confrère (C 129 § 2). Il

communiquera fréquemment avec chacun. Un sain échange peut se faire dans des moments de détente tels que les repas et les loisirs.

70. À part les conversations informelles, le Supérieur prévoira, de temps à autre, des conversations plus structurées et plus longues avec chaque confrère. Tout en respectant soigneusement l'intimité, surtout en ce qui concerne le for interne que la loi commune de L'Église et le Droit particulier de la Congrégation garantissent à tous les membres, le Supérieur doit démontrer son souci du bien et du progrès de chaque confrère particulier. Il va de soi qu'une bonne relation humaine et une attention personnelle et prévenante sont irremplaçables.

71. Une telle conversation plus structurée, traditionnellement appelée une « communication », est très appropriée au moins une fois l'an. Durant cette conversation, le rôle du Supérieur consistera principalement à écouter le confrère qui lui partage ses succès et ses faiblesses, ses espoirs et ses craintes, ses efforts et ses luttes pour vivre la vocation vincentienne. Dans un contexte d'écoute, un Supérieur pourra certainement offrir des suggestions qui aideront à la croissance d'un confrère.

72. Toute une série de sujets peuvent être touchés, certains à tel moment, d'autres à un autre moment : l'apostolat, la vie communautaire, la prière, les vœux, la stabilité vocationnelle, la santé physique, les loisirs et la détente, la formation continue, la direction spirituelle, les amitiés, les autres relations et les limites à respecter, de même que d'autres questions relatives à la croissance du confrère.

73. Dans leurs contacts avec chacun des confrères, les Supérieurs locaux devront toujours se rappeler qu'ils sont à la fois des dirigeants et des membres ; de vrais pères, mais aussi des frères ; des enseignants de la foi, mais surtout des confrères-disciples du Christ ; des maîtres de perfection, mais aussi des témoins de leur sainteté personnelle (cf. *Mutuae relationes*, 9d).

74. Les confrères doivent avoir la permission d'un Supérieur local pour utiliser et disposer des biens de la Congrégation et de leurs biens personnels en vertu des Constitutions (C 34-35) et Statuts (S 17-18) et les Normes Provinciales. La tradition de la Congrégation, ses lois, et sa pratique à cet effet sont largement expliquées dans l'*Instruction sur la Stabilité, la Chasteté, la Pauvreté et l'Obéissance dans la Congrégation de la Mission*¹.

75. Le Supérieur local sera particulièrement attentif à la formation continue des confrères, les encourageant à rechercher des cours, programmes, et autres moyens qui développeront leurs aptitudes et leurs talents personnels au service des pauvres.

Avec les pauvres

76. Tout en animant la vie de la communauté locale, le Supérieur est appelé à promouvoir les ministères de la maison (C 129, § 2). Les maisons de la Congrégation devraient être reconnues non seulement pour leur ministère d'évangélisation, mais aussi pour leur pratique concrète du service des pauvres. Dans sa conférence du 6 décembre 1658, saint Vincent affirmait (SV XII, 87) : «...s'il s'en trouve parmi nous qui pensent qu'ils sont à la Mission pour évangéliser les pauvres et non pour les soulager, pour remédier à leurs besoins spirituels et non aux temporels, je réponds que nous les devons assister et faire assister en toutes les manières, par nous et par autrui... Faire cela, c'est évangéliser par paroles et par œuvres...»

¹ Dans *Vincentiana*, janvier -février 1996.

77. Parmi les caractéristiques du travail d'évangélisation émanant de nos maisons, les Constitutions énumèrent les suivantes (C 12, 1^o- 4^o) :

- une préférence clairement exprimée pour l'apostolat parmi les pauvres : leur évangélisation est en effet le signe de l'approche du royaume de Dieu sur terre (cf. Mt 11, 5) ;
- une attention aux réalités sociales, surtout aux causes de l'inégale distribution des biens dans le monde, pour mieux nous acquitter du rôle prophétique de l'évangélisation ;
- une certaine participation à la condition des pauvres, de façon à ne pas seulement les évangéliser, mais aussi à être évangélisés par eux ;
- un vrai sens communautaire dans l'œuvre apostolique pour nous affirmer mutuellement dans notre commune vocation.

Avec les membres de la Famille Vincentienne

78. Ces dernières années, la Famille Vincentienne s'est agrandie remarquablement, et la solidarité entre les branches s'est accrue. Le Supérieur local doit promouvoir le contact et le service avec les divers groupes de la Famille.

79. Nos Constitutions stipulent (C 17) que nos membres doivent volontiers aider les Filles de la Charité lorsqu'elles en font la demande, surtout pour les exercices de la retraite et la direction spirituelle. Les Constitutions nous recommandent également de démontrer un esprit fraternel de collaboration dans les œuvres entreprises de concert.

80. Pour ce qui est de nos groupes de laïcs, le Statut 7 déclare :

- que nous devons prendre un soin particulier des associations de laïcs fondées par saint Vincent (les Dames de Charité, qui ont débuté en 1617, que nous connaissons aujourd'hui sous le nom d'Association Internationale des Charités) et celles qui s'inspirent de son esprit (ex. la Société de Saint-Vincent de Paul, fondée en 1833), qui ont droit à notre sollicitude et à notre soutien.
- Tous les confrères doivent être prêts à rendre ce service, et certains devraient s'y préparer tout spécialement.
- On veillera à donner à l'animation de ces groupes une dimension spirituelle, ecclésiale, sociale et civique.

81. Les Assemblées Générales récentes, en particulier celle de 1998, de même que certains documents nous encouragent à initier et à animer d'autres associations laïques vincentiennes comme les JMV, MISEVI, et l'Association de la Médaille Miraculeuse. Le Supérieur local, avec les membres de la communauté, choisira les conseillers locaux et les animateurs de tels groupes.

Avec les invités

82. Les communautés locales accueilleront chaleureusement dans nos maisons les confrères, prêtres et autres invités (S 15 § 2).

83. En recevant des invités dans nos maisons, il sera parfois nécessaire de trouver une *via media* afin d'équilibrer nos différentes valeurs : hospitalité envers nos invités, nos collègues de travail, parents et amis, et le besoin des confrères de la maison d'un espace privé et d'une atmosphère qui favoriseront le travail, la prière et le repos (C 24, 4°).

84. Conjointement avec les membres de la communauté, le Supérieur local fixera des normes générales concernant les invités qui viennent pour la nuit. En établissant ces normes, il faudra tenir compte de l'espace disponible, de l'intimité des confrères et autres considérations prudentes.

Avec l'ordinaire du lieu et le clergé local

85. Les œuvres des maisons de la Congrégation seront intégrées aux activités pastorales du diocèse, en étroite collaboration avec l'évêque du lieu, le clergé diocésain, les instituts religieux et les laïcs (S 3). Nos Constitutions affirment (C 3 § 2) : « La Congrégation de la Mission, selon la tradition léguée par saint Vincent, exerce son apostolat en étroite collaboration avec les évêques et le clergé diocésain ; pour cette raison, saint Vincent a souvent affirmé que la Congrégation de la Mission appartient au corps du clergé séculier, bien qu'elle jouisse de sa propre autonomie concédée tant par la loi universelle que du fait du privilège de l'exemption. »

86. Le souci de la formation du clergé diocésain est partie intégrante de la fin de la Congrégation (C 1, 3°). Nos Constitutions nous pressent (C 15) de fournir « aux prêtres une aide spirituelle, soit dans la progression de leur formation continue soit dans le soutien de leur zèle pastoral ». De même, ils « exciteront en eux le désir de réaliser l'option de l'Église en faveur des pauvres ». De plus, ils s'efforceront de s'unir au clergé local dans l'exercice d'activités sociales et apostoliques et ils les aideront à créer des liens et à bâtir la communauté chrétienne.

87. Notre présence vincentienne dans un diocèse se caractérisera surtout par :

- un apostolat parmi les pauvres et les plus abandonnés ;
- la création et l'animation de groupes laïcs vincentiens ;
- un enseignement et un style de vie simple ;
- l'hospitalité envers le clergé local et la disponibilité pour leur formation ;
- la formation des laïcs qui les conduira à une entière participation dans l'évangélisation et le service des pauvres.